

Pierre-Yves Jeholet

# «Le plan Marshall est en phase d'extinction en Wallonie»

## INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**A**spiré dans le train de la mission économique en Côte d'Ivoire en début de semaine, le rendez-vous est pris dès potron-minet pour un rapide petit-déjeuner. Malgré la cadence de ses rendez-vous que lui impose sa première mission en tant que ministre de l'Économie à Abidjan, Pierre-Yves Jeholet a la niaque. Lancez-le sur les grands dossiers économiques du gouvernement et le voilà parti pour une heure!

D'abord, les louanges! «Ces missions sont très utiles. On est dans du concret. Il y a eu plus de 700 rendez-vous organisés pour les entre-

prises belges.» On l'entendrait presque féliciter son prédécesseur Jean-Claude Marcourt qui a dirigé ces missions pendant plus de 10 ans avant le coup du cdH et l'éviction des socialistes au profit du MR. «Je ne cible pas Jean-Claude Marcourt. On ne partage pas la même vision mais je peux dire il a fait du bon travail dans certains dossiers!»

Une petite gorge écarlate de café bien serré avalée et voici le retour de Pierre-Yves Jeholet le réformiste. À force d'avoir tapé sur une partie de la politique menée par son prédécesseur depuis les bancs de l'opposition libérale, ses revendications sont connues: «Il faut mieux utiliser l'argent public.» Il entend maintenant profiter de la fenêtre de tir ministérielle qui s'offre à lui d'ici les élections de 2019 pour mener des ajustements dans la

politique économique de la Wallonie!

Prenons l'exportation qui explique sa présence en Afrique. «Il faut à un moment donné évaluer les retombées sur les exportations et voir en retour les investissements que cela nous apporte en Wallonie. On doit avoir un monitoring et pouvoir réorienter certains pays. Cette évaluation est quelque chose de sain. L'argent public est compté. On doit optimiser nos moyens. Un patron d'une entreprise qui a bénéficié des aides à l'exportation et qui a déjà été trois fois sur le même salon devra à un moment choisir de ne plus y aller. L'échec doit être accepté et cela fait partie de la vie d'une entreprise mais nous avons un budget qui nous oblige à réduire les dotations des organismes qui organisent les exportations par exemple.»

### La revanche d'une certaine ruralité et des petites villes

Sans tout remettre à plat, Pierre-Yves Jeholet évoque l'indispensable retour de la gouvernance dans la gestion des deniers que la Wallonie distribue. Un retour moral. «Évaluer, c'est la marque de fabrique de ce gouverne-

### «Tous les moyens ne doivent pas être consacrés uniquement aux grandes villes.»

ment. Le plan Marshall, c'est 2,4 milliards entre 2015 et 2019. Cela correspond au budget annuel du Forem.» Bref, pas de quoi en faire tout un fromage...

Mais ce qui l'agace avec ce plan Marshall, comme avec beaucoup d'autres aides wallonnes, c'est qu'il n'est pas toujours lié à des critères comme la création d'emplois. «Il faut mieux utiliser l'argent public. Je ne suis pas en train de dire qu'on jetait l'argent par les fenêtres avant moi mais tout l'argent public n'a pas correctement été utilisé.»

Il cible surtout les fonds européens Feder. À l'entendre, cette manne financière de plusieurs milliards d'euros venue de l'Europe pour aider la Wallonie à se redresser est une catastrophe en termes de gestion. «Quand on voit les indicateurs comme le taux d'emploi, le PIB par habitant, on n'a pas beaucoup évolué. Pour beaucoup, on a eu le meilleur ministre de l'Économie (Jean-Claude Marcourt, NDLR) de tous les temps mais il y a eu une dilution énorme de l'argent public. On a saupoudré dans différents plans tout cet argent en faisant du sous-lacisme. Moi, je veux être le ministre de tous les Wallons et pas uniquement de certaines grandes villes qui ont profité de cet argent. Des PME, il y en a partout en Wallonie. Pourtant, la ruralité et les petites villes ne comptaient pas énormément avant. C'est fini. Tous les moyens ne doivent pas être consacrés aux mêmes endroits et aux grandes villes.»

Si faire et défaire est parfois l'apanage du politique, Pierre-Yves Jeholet ne se voit pas comme un adepte de la terre brûlée. Il reconnaît la réussite des pôles de compétitivité et de la politique menée autour du plan Marshall. Il y a cependant un mot qu'il déteste. C'est le mot plan. «En Wallonie, on faisait un plan pour un oui ou pour un non. C'était un gouvernement de plans. C'est comme les structures publiques, il y en a trop. Prenez le numérique. L'agence du développement du numérique doit être cette structure de référence et il faut supprimer l'ASBL Creative Wallonia.»

### Le marketing Marshall du PS

Mais la grosse pièce du ministre, celle qui va faire bondir, c'est le plan Marshall. Enfant

chéri des socialistes depuis 2005, colonne vertébrale de trois gouvernements wallons successifs pour le redressement socio-économique de la Région, mammoth pour d'autres, pour Pierre-Yves Jeholet ce plan Marshall est devenu un simple outil de mar-

keting politique des socialistes dont l'existence n'a plus de sens aujourd'hui. Il est donc temps d'en finir! «Le plan Marshall est en voie d'extinction en 2019. Après, c'est fini! Il n'y aura plus de plan Marshall. Cela risque d'être contre-productif si on le garde après 2019. C'est devenu une opération marketing. Le problème avec ce plan, c'est qu'on a mis un cachet Marshall sur de nombreux dispositifs qui n'ont pas de liens avec le redressement de la Wallonie. C'est devenu un effet d'aubaine. Quand je vois, par exemple, les emplois APE plan Marshall créés dans les communes et les CPAS, je me pose des questions! Ne nous trompons pas, ce sont simplement des emplois publics subsidiés. C'est un peu trop facile de mettre sous le sigle plan Marshall 2,4 milliards de euros d'écoconseillers dans les communes. Ils sont certainement utiles mais est-ce vraiment la mesure à prendre pour redresser l'économie wallonne? Les dispositifs APE plan Marshall ne seront pas renouvelés en 2019.»

Sans attendre l'après-2019 et le scrutin régional qui scellera la fin du plan Marshall si le MR reste au pouvoir, le ministre l'a déjà placé en mode phasing out. «J'ai maintenu la planification budgétaire du plan Marshall - 427 millions en 2018 - mais on fera en sorte de pouvoir réorienter certaines mesures et d'avoir des glissements dans les budgets.»

La suite, elle dépend du scrutin! «Si je suis ministre de l'Économie après 2019, je vais faire en sorte que les moyens soient consacrés à l'industrialisation, le numérique et la formation. Mais il ne sera plus question de lancer des plans qui deviennent des effets de marketing politique en mettant un cachet sur des dispositifs qui existaient déjà. Je ne suis pas attaché à un plan. On va continuer à s'occuper du redressement de la Wallonie mais sous une autre forme. Vous pouvez continuer à aider les entreprises, à soutenir la recherche et l'innovation sans le plan Marshall. Pour moi, hormis les pôles de compétitivité, le plan Marshall n'a pas atteint son objectif d'effet de masse par rapport à certaines politiques. Les indicateurs économiques ne se sont pas améliorés. Idem avec les fonds Feder. Pourquoi ces mauvais résultats. Parce qu'on a saupoudré l'argent, parce qu'on a dilué l'argent... Vous ne pouvez pas faire plaisir à tout le monde comme ce fut le cas dans le numérique. Je sais que mon discours fera des mécontents mais la Région wallonne n'est pas la planche à billets de qui que ce soit. Je ne veux pas de vaches sacrées en disant par exemple que telle université a toujours eu ces moyens financiers.»

### Avec le cdH après 2019

Derrière ce procès du passé qui enterre le bébé socialiste, Pierre-Yves Jeholet marche sur des œufs et prend soin de ne pas froisser son partenaire cdH au gouvernement qui, à côté des socialistes, a validé toute cette politique Marshall ces dernières années. «Non,

*cela ne posera pas de problème avec le cdH. Cela ne crée pas des tensions. Ils disent que c'était très difficile de toucher à des vaches sacrées socialistes. Le cdH nous dit que le volet économique était une chasse gardée des socialistes.»*

*Ciblant une nouvelle fois la responsabilité des socialistes, le ministre y voit les bases pour continuer avec le cdH dans un gouvernement wallon après les élections de 2019. «Pour autant que cela soit possible arithmétiquement, on a l'ambition de pouvoir prolonger*

*le travail avec le cdH au-delà de 2019. Un travail de confiance s'installe au gouvernement.»*

*Et le PS, plus jamais? «Le Parti socialiste a une lourde responsabilité sur une économie sclérosée, pas suffisamment innovante, étatisée. Et aujourd'hui, le discours ambiant de certains socialistes, notamment celui de Paul Magnette, qui courent derrière le PTB, est très inquiétant. Quand j'entends Paul Magnette, on croit entendre une interview du député Gilliot du PTB. Je suis prêt à discuter avec des pragmatiques du*

*Parti socialiste mais pas avec des socialistes qui s'inscrivent dans la politique du PTB. Avec le cdH, on a un objectif commun. On doit réussir ensemble. On doit démontrer aux citoyens et aux entreprises qu'il y a une autre façon de gouverner la Wallonie... On ne va pas diminuer le chômage de moitié en 18 mois mais on peut démontrer qu'on peut gérer l'argent public autrement.»*

*C'est son pari.*

*La suite de l'histoire s'écrira dans les urnes et les statistiques économiques...*